



Séance ordinaire du mercredi 18 décembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Gérard CASTRE, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gilbert PASTOR, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Clare HART, Audrey LLEDO, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Joël VERA

Finances - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Révisions - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L5217-10-7), la Métropole de Montpellier a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Par délibération n° M2018-282 du 20 juin 2018, la Métropole de Montpellier a par ailleurs adopté un nouveau règlement budgétaire et financier, consacré notamment à la gestion en AP/CP.

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} septembre 2019 à 682 505 964 € sur le budget principal, 479 262 060 € sur le budget annexe transport et 163 065 183 € sur le budget annexe assainissement.

Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre de la Décision modificative n°2 de 2019 et de la mise en place des crédits provisoires avant le vote du budget 2020 :

Les autorisations de programme (AP) consacrées à la voirie des pôles territoriaux cumulent les crédits réalisés sur les années antérieures et les crédits nécessaires à équilibrer l'enveloppe annuelle (en l'espèce 2019), calculée par commune.

Ces AP ne sont donc pas calibrées pour dépasser l'année en cours (2019).

Dans l'attente du vote du BP 2020, la mise en place de crédits provisoires en 2020 est prévue dans une délibération spécifique, dans la limite de 33% des CP de l'année écoulée et des restes à financer disponibles sur l'AP, ces derniers étant quasiment nuls fin 2019.

Pour pallier à cette seconde condition, il est proposé d'augmenter provisoirement le montant des AP de 33% des CP 2019. Le montant définitif des AP sera ajusté à l'occasion du vote du BS 2020.

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM2 2019	AP TOTALE 2019
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Bérange 2016	2 625 362	469 000	3 094 362
AMELIT16	Aménagement Littoral 2016	4 410 183	1 012 000	5 422 183
AMEMTP16	Aménagement Montpellier 2016	17 007 381	1 623 000	18 630 381
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues 2016	1 998 349	383 000	2 381 349
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest 2016	1 554 607	188 000	1 742 607

AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez 2016	3 147 185	433 000	3 580 185
NETVDL16	Environnement Vallée du Lez 2016	13 417	2 000	15 417
NETMTP16	Environnement Montpellier 2016	4 959 245	684 000	5 643 245
VOICEB16	Voirie Cadoule et Bérange 2016	11 472 262	1 460 000	12 932 262
VOILIT16	Voirie Littoral 2016	13 809 341	2 732 000	16 541 341
VOIMTP16	Voirie Montpellier 2016	75 447 211	10 463 000	85 910 211
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues 2016	11 799 004	1 743 000	13 542 004
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest 2016	13 664 126	2 483 000	16 147 126
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez 2016	14 294 478	2 015 000	16 309 478
Somme :		176 202 151	25 690 000	201 892 151

Il est par ailleurs proposé la révision d'AP suivante :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP EN DM2 2019	AP TOTALE 2019
FONAMU05	Acquisitions foncières	33 998 083	3 800 000	37 798 083

Les CP afférents à cette acquisition foncière sont intégralement proposés sur l'exercice 2019.

Le montant total des Autorisations de Programme s'élèverait en conséquence à 711 995 964 € sur le budget principal, 479 262 060 € sur le budget annexe transport et 163 065 183 € sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 19 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27/12/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 décembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191218-111109-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 27/12/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.